

Moniteur du Commerce International depuis 1883



Dossier

Agroalimentaire créer pour exporter

AGROALIMENTAIRE, OÙ EXPORTER EN 2017 ?

La 9^{ème} édition du **livre blanc de l'export** qui mobilise les experts sectoriels du **réseau Agrotech de Business France** sera présentée à l'occasion du **SIAL Paris 2016**.

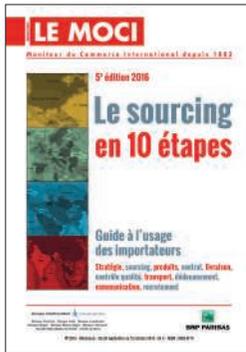
7 Clés pour comprendre les tendances du marché

14 Zooms sur les filières

40 Fiches Pays détaillées



Téléchargez le guide gratuitement sur export.businessfrance.fr



Le sourcing en 10 étapes, 5^e édition 2016

Guide à l'usage des importateurs

Les entrepreneurs ne doivent pas traiter leurs opérations de sourcing et d'importation à la légère ! D'autant plus s'ils sont à la tête de PME qui ne peuvent se permettre de voir une commande compromise par la défaillance d'un fournisseur lointain ou de payer plus cher un produit importé par le jeu des droits de douane du seul fait d'une mauvaise maîtrise des règles d'origine ! À cet égard, poser les bonnes questions, apporter des réponses, alerter sur de nouvelles

règles essentielles : c'est toute l'utilité de ce guide qui est rédigé et mis à jour par nos sept auteurs, tous des professionnels de terrain.

Étape par étape, nous y proposons à la fois une revue pratique des bases indispensables à tout professionnel, mais aussi les réponses concrètes, précises et concises à ses questionnements : stratégie, sourcing et recherche de fournisseur, maîtrise du produit (espèce, valeur, origine), contrat d'achat, aspects logistiques, contrôles qualité, transport, dédouanement, communication, recrutement de personnel dédié aux achats internationaux...



Enquête : A quoi servent les CCEF ?

Le Moci a publié dans son numéro du 15 septembre une enquête spéciale consacrée aux Conseillers du Commerce extérieur de la France (CCEF). Extrait...

Les 6 et 7 octobre, un millier de conseillers du Commerce extérieur de la France (CCEF) venus des quatre coins du monde étaient attendus à Deauville pour leur premier rassemblement mondial organisé sur le sol français à l'initiative de leur Comité national. Une occasion de se pencher sur l'utilité d'une institution qui vit

une renaissance depuis deux ans. Enquête et témoignages.

« Notre Mondial de Deauville tombe bien dans le timing avec ce thème 'autre monde, nouvelle France' ». À quelques semaines de la tenue du premier rassemblement mondial des conseillers du Commerce extérieur (CCE), Alain Bentejac, qui préside leur Comité national (Cnccef) depuis juin 2014, veut croire que cet événement inédit depuis la création de cette institution plus que centenaire, sera une occasion de faire remonter des visions positives de la mondialisation et des atouts de la France et de ses entreprises à l'international. Car comme beaucoup dans l'écosystème du commerce extérieur français, celui qui co-préside également le groupe d'ingénierie internationale Artelia est convaincu – tout en le déplorant –, que comme aux États-Unis avec l'émergence du candidat populiste Donald Trump, les thèmes du « repli sur soi » et du « protectionnisme » seront au cœur de la prochaine campagne électorale en France, avec son lot de simplifications excessives et de formules à l'emporte-pièce.

Lettre du 29/09/2016

Ports/Compétitivité : le « CCS unique » fait à nouveau des... vagues

Le projet de Cargo Community System (CCS) portuaire français a décidément du mal à émerger en France sans faire de... vagues. Alors que TLF Overseas, la fédération nationale des organisateurs de transport international, martèle depuis des mois sa position en faveur d'un système informatique de gestion des opérations portuaires unique pour tous les ports français, les deux syndicats de transitaires du Havre (STH) et de Marseille Fos (STM), viennent de faire scission en annonçant la création d'une fédération concurrente, la Fédération des organisateurs de transport de France (FOTF), avec le soutien revendiqué de leurs communautés portuaires respectives, l'UMF (pour Marseille-Fos) et l'Umeq (pour Le Havre). Lire la suite sur www.lemoci.com

Afrique du Sud/Nucléaire : Pretoria prête à lancer des appels d'offres pour des réacteurs

Une fois de plus, pourrait-on dire, mais cette fois pourrait être la bonne pour les investissements sud-africains dans l'énergie nucléaire. « La ministre sud-africaine de l'Énergie Tina Joemat-Pettersson a annoncé son intention de lancer des appels d'offres pour des réacteurs nucléaires dans une semaine », livrait ainsi à la Lettre confidentielle du Moci un consultant présent aux Rencontres Africa 2016, les 22 et 23 septembre au Conseil économique, social et environnemental (Cese)...

Lire la suite sur www.lemoci.com

Lettre du 22/09/2016

Export/Accompagnement : les OSC craignent une mainmise des CCI sur les dispositifs des régions

Le flou régnant encore sur les orientations futures des nouvelles Régions en matière d'appui à l'internationalisation des entreprises ravive les inquiétudes, voire la grogne dans certains cas, des OSC (Opérateurs spécialisés du commerce international), les sociétés privées d'accompagnement à l'international membres de l'organisation du même nom.

Lire la suite sur www.lemoci.com

**POUR
CONTACTER
LA RÉDACTION**
01 53 80 74 06

POUR VOUS ABONNER
01 49 70 12 20
abonnement@lemoci.com
Toutes nos offres p. 49

**POUR JOINDRE
LE SERVICE
PUBLICITÉ**
+33 (0)1 49 70 12 07

PLANÈTE

- 3** Mode d'emploi
- 6** • Royaume-Uni : Londres toujours dans le brouillard
- Afrique : les idées reçues à combattre, selon Euler Hermes
 - Vigie TAC ECONOMICS
 - UE/Canada : un calendrier se précise pour le CETA
 - Chine : le « oui mais... » de l'UE au statut d'économie de marché
 - France/Colombie : une année croisée riche en événements économiques
 - Export : les PME doivent opérer en réseau

- Tableau de bord du commerce international
- The good idea

PAYS & MARCHÉS

Agenda

- 44** Salons, missions et rencontres
- Appels d'offres & projets**
- 46** Appels d'offres, projets industriels

JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 48** Entreprises : le premier « club OEA » lancé à Caen
- 50** Réglementation

16 DOSSIER AGROALIMENTAIRE : POUR GAGNER LA COMPÉTITION, INNOVER POUR EXPORTER

20 Entretien avec

Xavier Terlet, président de XTC world innovation

24 Comment les PME françaises utilisent leurs innovations à l'international

1/ Les producteurs et transformateurs

• Fromagerie Milleret, Groupe d'aucy, Independant French Manufacturers, Laiteries H. Triballat, Naturex

2/ Les équipementiers et fournisseurs de process

• Clauger, Bag2Pack, Sairem

34 Vins de cépage

Comment la France cherche à rebondir

36 La position de la France dans la compétition internationale

41 Les grands acteurs de l'export

Ministères, Adepta, Ania, Business France, Sopexa

LE MOCI

ÉDITEUR Sedec SA

29, rue de Clichy
75009 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
www.lemoci.com
Directeur de la publication
Vincent Lалу

RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)
Grand reporter : François Pargny (23)

Ont collaboré à ce numéro :

Venice Affre, Marc Nicolle
Maquette : Delphine Miot,
rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

PUBLICITÉ

Conseiller du Président :
Philippe Chebanec (10)
Directrice Conseil et Développement :
Karine Rosset
Tél. : +33 (0)4 91 28 60 26

Chef de Publicité :

Camille Lebray (01)
Assistante commerciale et responsable technique :
Cindy Colle (14)
Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69

MOCI EVENEMENTS

Directrice associée : Saskia Paulmier
+ 33 (0)1 49 70 12 73

GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :
Michèle Marcaillou

Directrice du marketing :

Victoria Irizar

Directeur de la fabrication :

Robin Loison

Webmaster :

Pierre Lалу

Comptabilité, gestion :

Évelyne Montecot (08), Valérie Perrin

Conception graphique : amarena

Impression
Imprimerie de Champagne
Rue de l'Etoile de Langres
ZI Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire,
Publication n° 0916 T 81051
ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution
L'adresse électronique des collaborateurs permanents est :
prenom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même partielle, des textes et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction Magazine bimensuel.
Photos de couverture : D.R.

Abonnement 1 an (24 numéros + Lettre confidentielle + accès web limité) 285,88 euros TTC.

La Vie du Rail ou Le Moci

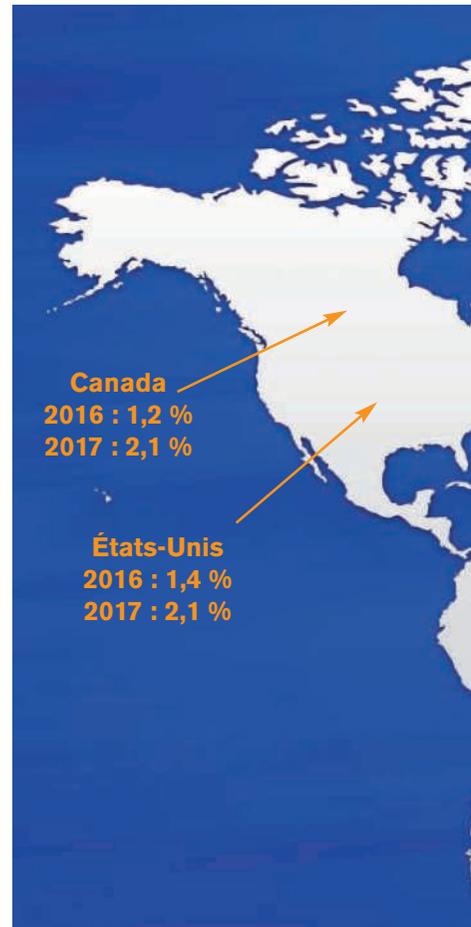
Service abonnements
29, rue de Clichy - 75009 Paris
Tél. : 01 49 70 12 20

Tarif étranger : nous consulter

Planète

La croissance mondiale devrait rester atone en 2016 et 2017 (OCDE)

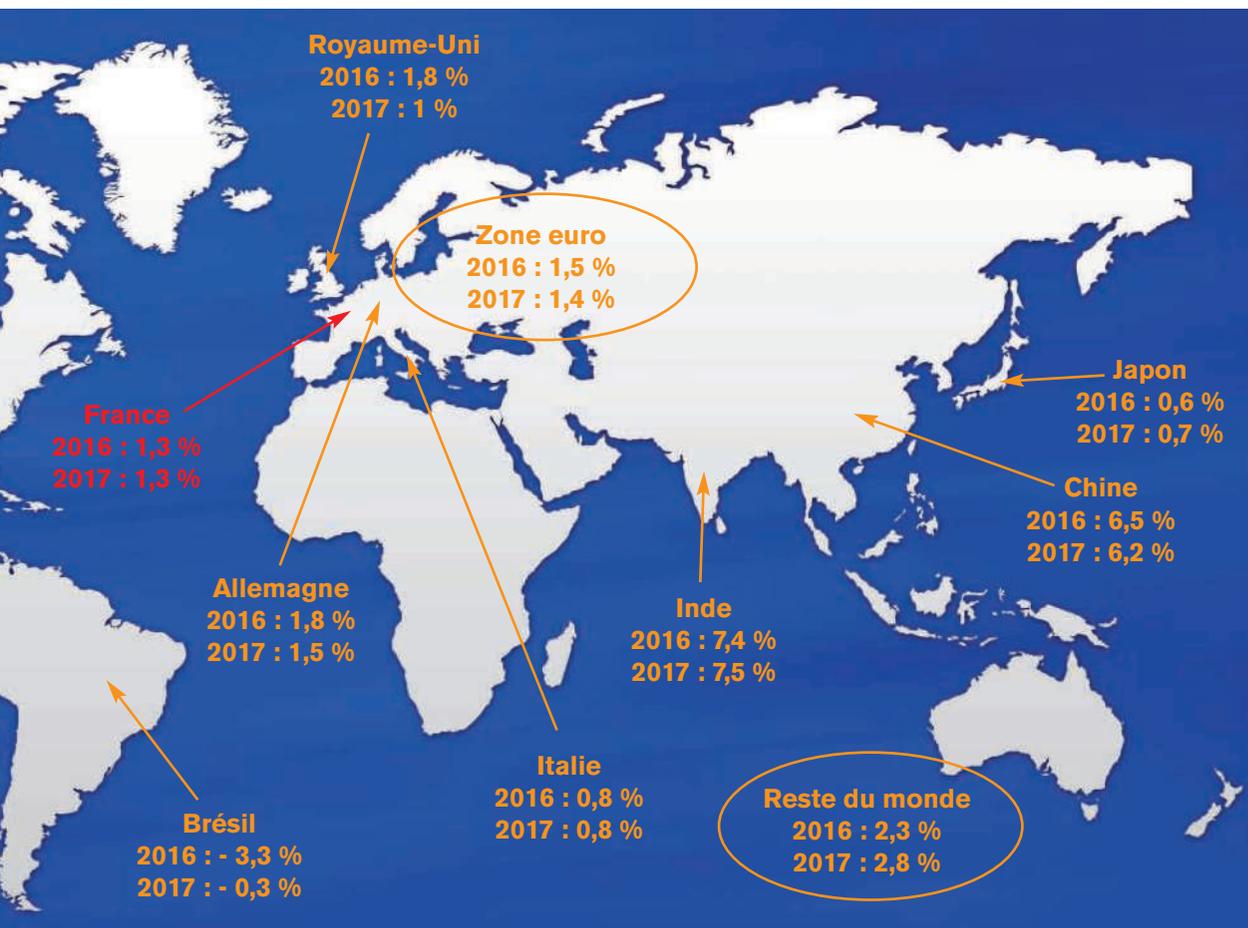
Le planisphère des pers



La croissance économique mondiale devrait décélérer cette année pour s'établir à 2,9 % après 3,1 % en 2015. Seule une légère accélération du PIB mondial est attendue en 2017, à 3,2 %, d'après les prévisions économiques intermédiaires de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiées le 21 septembre. Cette décélération s'explique, pour l'OCDE, par le ralentissement des échanges internationaux entraîné par la faiblesse de la consommation. Aux États-Unis, « où la forte progression de la consommation et de l'emploi est neutralisée par l'atonie de l'investissement », analyse l'OCDE, la croissance du PIB devrait s'établir à 1,4 % cette année et 2,1 % la suivante. Dans la zone euro, la croissance devrait atteindre 1,5 % en 2016 avant de ralentir légèrement à 1,4 % en 2017. En Allemagne, le PIB devrait croître de 1,8 % cette année avant de ralentir à 1,5 % dans un an. En France, la croissance devrait s'établir respectivement à 1,3 % en 2016 et 2017. La croissance du PIB italien, estimée à 0,8 % cette année, restera également stable en 2017 (0,8 %). Au Royaume-Uni, la croissance a marqué le pas depuis la décision des Britanniques de quitter l'Union européenne (UE)

lors du référendum du 23 juin. En dépit des mesures vigoureuses prises par la Banque d'Angleterre, qui ont contribué à stabiliser les marchés, l'incertitude quant à l'évolution future de la politique et la réaction de l'économie demeure très élevée, toutefois, les risques restent à la baisse. Dans ce contexte, la croissance du Royaume-Uni devrait s'établir à 1,8 % en 2016 avant de tomber à 1 % un an plus tard, « soit un taux bien inférieur à celui de ces dernières années », observe l'organisation internationale. Au Japon, la croissance restera faible et « en demi-teinte » pour se situer à 0,6 % en 2016 et 0,7 % en 2017, « l'appréciation du yen et la torpeur des échanges en Asie pesant sur les exportations ». Au Canada, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % cette année avant d'accélérer à 2,3 % en 2017. *A contrario*, le ralentissement de l'économie chinoise se poursuit avec un taux de croissance du PIB attendu à 6,5 % en 2016 et 6,2 % en 2017. De son côté, l'Inde poursuivra sa « forte croissance » avec 7,4 % en 2016 et 7,5 % en 2017. Malgré des améliorations, l'économie du Brésil continuera de s'enfoncer dans une profonde dépression, estime l'OCDE, reculant de 3,3 % cette année et 0,3 % en 2017. *Venice Affre*

pectives de croissance dans le monde pour 2016 et 2017



Source : OCDE - Interim Economic Outlook, Sept. 2016

Royaume-Uni

Londres toujours dans le brouillard

Quelles relations commerciales la Grande-Bretagne pourra-t-elle entretenir avec l'Union européenne (UE) et le reste du monde après le « Brexit » ? Trois mois après le référendum britannique, Londres donne l'impression à ses partenaires de tâtonner dans un épais brouillard, sans feuille de route claire. Inquiétant pour la suite.

Bien décidée à maintenir son pays au rang des « champions du libre-échange », Theresa May (notre photo) a entamé début septembre, lors du G20 à Hangzhou, une opération de séduction auprès de ses partenaires stratégiques sur la scène mondiale. Des pourparlers auraient déjà débuté avec l'Australie, l'Inde, le Mexique, Singapour ou la Corée du Sud, tous « disposés à ouvrir des discussions pour lever leurs barrières commerciales », selon la locataire du 10 Downing Street. Des déclarations confirmées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, tous deux membres du Commonwealth.

Mais du côté de Washington, la prudence reste de mise, Barack Obama ayant publiquement repoussé la négociation d'un éventuel accord bilatéral à la fin des discussions sur le partenariat de libre-échange transatlantique (TTIP/Transatlantic Trade and Investment Partnership), sur lequel pèsent de nombreuses incertitudes.

Même chose pour la Corée du Sud qui, contrairement aux annonces de Theresa May, ferait partie des pays les plus inquiets des conséquences d'un Brexit. Les responsables japonais ont, quant à eux, publiquement fait part de leurs craintes, mettant en avant la nécessité pour le Royaume-Uni de maintenir une zone de libre-échange avec l'UE, faute de quoi les emplois et les investissements nippons dans le pays pourraient viser de nouvelles destinations au sein du bloc. Parmi les 1 000 entreprises japonaises implantées en Grande-Bretagne, Toyota ou Nissan auraient déjà commencé à réévaluer leurs activités... Car si le Royaume-Uni sortait du marché unique, ses exportateurs seraient soumis aux tarifs fixés dans le cadre de l'OMC, de l'ordre de 6 % dans le secteur auto-



mobile, soit une perte évaluée à 850 millions de livres (GBP) par an, selon une étude publiée par le quotidien *The Independent*. La ques-

tion des futures relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'UE reste donc l'un des enjeux majeurs des négociations attendues entre Londres et Bruxelles.

Cacophonie au sein du gouvernement britannique

Mais sur ce dossier, le gouvernement britannique n'a toujours pas levé les incertitudes, alimentées depuis la rentrée par des déclarations contradictoires de ses différents responsables.

Si Theresa May veut que son pays continue à faire partie du marché unique avec un « accord sur mesure », David Davies, son ministre en charge du « Brexit », a ainsi estimé que cet objectif était irréalisable. Motif ? Les conditions posées par les 27 qui refusent catégoriquement tout accès au marché unique sans le respect du sacro-saint principe de libre-circulation des personnes. Or l'immigration intra-européenne reste l'une des principales préoccupations des Britanniques, en par-

ticulier de ceux qui ont voté en faveur du « Brexit » le 23 juin dernier. Autre exemple de cacophonie : le discours décevant de Liam Fox à l'OMC le 27 septembre. Considéré comme partisan d'un « hard Brexit » (ou Brexit dur), l'allocation du ministre britannique du Commerce était très attendue. Au lieu de cela, « il n'a délivré que des platitudes » qui illustrent « la confusion totale au sein du gouvernement », sur la stratégie à suivre, a déploré Chuka Umunna, député travailliste, membre du cabinet fantôme en tant que secrétaire d'État au Commerce...

De leur côté, les organisations patronales s'inquiètent de ce flou. En perdant son accès privilégié au marché unique et en l'absence d'un accord commercial bilatéral, le Royaume-Uni devra appliquer - conformément aux règles de l'OMC - les taxes européennes qui s'élèvent en moyenne à 4,8 %. « Elles coûteraient chaque année 4,8 milliards de GBP aux exportateurs britanniques », estime des experts dans l'étude publiée par *The Independent* (voir encadré). Une enquête du cabinet KPMG, publiée le 26 septembre, révèle que si les patrons britanniques sont confiants dans leurs perspectives de croissance, les trois quarts d'entre eux envisagent désormais de délocaliser une partie de leurs activités à l'étranger.

Kattalin Landaburu, à Bruxelles

La crainte du rétablissement des droits de douane

En cas de rétablissement des droits de douane à l'entrée dans l'Union européenne, tous les secteurs britanniques ne seraient pas logés à la même enseigne puisque ces taxes varient de 0 % dans l'industrie pharmaceutique à 45 % pour les producteurs de tabac. À cela s'ajoutent les barrières non tarifaires susceptibles d'augmenter les coûts de 10 à 20 % dans les secteurs de la chimie, de l'aérospatial ou des véhicules automobiles. « L'application des tarifs européens aura un impact significatif sur une large gamme de secteurs », a averti Ben Rigby, directeur à la Confederation of British Industry (CBI), la puissante organisation patronale équivalente du Medef en France, en septembre. « Elle entraînera aussi une augmentation des prix pour les consommateurs et réduira l'attractivité des exportations britanniques ». Les entreprises, y compris britanniques, pourraient dès lors décider de fuir le pays.

K. L.

LA VIGIE TAC ECONOMICS

LES ALERTES RISQUES PAYS - SEPTEMBRE 2016

Ces analyses, exclusives pour *Le Moci*, sont tirées d'outils de datamining mis au point par la société TAC ECONOMICS pour détecter les changements à venir, positifs ou négatifs, de l'environnement économique et financier.

Afrique Les idées reçues à combattre, selon Euler Hermes

« L'Afrique ne marche qu'aux matières premières », « les infrastructures africaines sont inexistantes », « on ne peut pas travailler avec les entreprises africaines »... autant de stéréotypes et d'idées reçues qu'Euler Hermes a voulu balayer à l'occasion des premières Rencontres Africa 2016, en septembre dernier. Car pour Ludovic Subran, son chef économiste, au contraire, « l'Afrique est en retard sur le reste du monde, mais cela représente paradoxalement un avantage pour la région : elle aborde différemment son développement, et a déjà entrepris de sauter des étapes pour accélérer son rattrapage ». Quelques exemples.

D'abord, l'Afrique, loin d'être uniforme, est diverse entre les « maillons forts, tels l'Afrique du Sud et le Maroc », dont la croissance est modeste mais durable, les « champions du changement, dont la Côte d'Ivoire et l'Éthiopie » et ceux qui restent à la traîne faute de mutations « comme le Nigeria ou le Cameroun ». Pour les matières premières, celles issues de l'agriculture ne sont pas « has been » et constituent même un fer de lance majeur de croissance voire d'innovation. « Si l'on prend la croissance en valeur des exportations agricoles entre 2005 et 2015, l'Éthiopie et la Côte d'Ivoire (+ 30 %), le Kenya et le Rwanda (+ 20 %) ont su se spécialiser sur des cultures commerciales à forte valeur ajoutée. D'autres, comme la Zambie, le Sénégal et le Maroc ont su mécaniser et utiliser la technologie pour augmenter la productivité agricole », selon Ludovic Subran. L'innovation s'y développe à grande vitesse, comme en témoigne l'émergence de hubs technologiques. Chaque région a son champion : à l'est, le Kenya (0,9 % du PIB), au sud, l'Afrique du Sud (0,75 %), et au nord, le Maroc (0,8 %). En matière d'infrastructures, si le retard reste important et pénalisant, l'offre se développe à la demande des usagers et cela génère des investissements porteurs d'opportunités pour les entreprises et investisseurs étrangers.

Enfin, travailler avec les entreprises africaines est possible, mais leur faire un peu plus crédit serait un levier d'accélération important. « Sur les 800 milliards d'euros de marchandises importées chaque année par l'Afrique, près de 60 % sont payées au comptant, selon Ludovic Subran. Si un délai de paiement de 30 jours était accordé sur ces transactions, cela libérerait 40 milliards d'euros de besoin de fonds de roulement, soit l'équivalent du PIB de la Tanzanie, ou encore 1,6 % du PIB de l'Afrique ! ». V. A.



INDE

Le risque économique et financier s'est fortement amélioré grâce à de solides fondamentaux et une bonne gestion conjoncturelle. L'activité économique a été dynamisée (7,4 % en 2016 et 2017) par une demande domestique robuste, soutenue par la chute des prix du pétrole et une politique monétaire accommodante. L'inflation est sous contrôle et le déficit courant reste contenu avec toutefois une sensibilité forte à la dynamique de reprise des prix du pétrole.



RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Le pays enregistre une consolidation de la croissance économique (forte consommation domestique tirée par les administrations et les ménages) et des perspectives favorables (2,6 % en 2017) en lien avec le rebond de la demande en provenance d'Allemagne. Cette dynamique est soutenue par une politique monétaire expansionniste et une politique de change administrée limitant les risques de volatilité de la devise. Enfin, la situation budgétaire est satisfaisante.



IRAN

L'activité devrait s'accélérer en 2016 et 2017 (autour de 4 %), soutenue par le secteur pétrolier, avec des équilibres internes et externes satisfaisants. La levée des sanctions a entraîné une hausse des investissements étrangers et de la production pétrolière et le lancement de vastes programmes d'infrastructure. Cependant, la réouverture progressive du pays aux flux commerciaux et de capitaux pourrait entraîner une forte volatilité et un fort ajustement du Rial iranien, très surévalué.



QATAR

Le pays enregistre une détérioration de sa croissance liée à la chute des prix du pétrole et du gaz, qui reste toutefois confortable en 2017 à plus de 4 %. Cette dégradation se traduit également par une chute des recettes budgétaires et des exportations entraînant l'apparition de déficits courant et public et un endettement plus important. Les perspectives durables de prix faibles des matières premières continueront de pénaliser le développement économique.



TUNISIE

La situation politique et sécuritaire difficile pèse sur les performances conjoncturelles (ralentissement de l'activité, recul du tourisme, solde externe largement déficitaire, forte dépréciation de la devise mi-2016). Les risques sont essentiellement concentrés à court terme et sur l'activité. La compétitivité change reste toutefois favorable (sous-évaluation significative de la devise) du fait de sa dépréciation tendancielle.



ÉQUATEUR

Le pays enregistre une décélération progressive de la croissance avec une entrée en récession en 2016 et des perspectives médiocres pour 2017 à 0,6 % (baisse des revenus liés au pétrole, effort de reconstruction suite au tremblement de terre en avril). La consommation des ménages et l'investissement sont affectés. Le pays fait aussi face à des restrictions budgétaires, une hausse des sorties de capitaux et une baisse des IDE, creusant le déficit courant. Enfin, la dollarisation a entraîné une dégradation substantielle de la compétitivité change et des risques de change croissants.

